TAXAW TEMM

CI JUBAL, JUBANTI, NAATAL ASKANWI

2012

programme de gouvernement

Ibrahima FALL

LE CANDIDAT POUR

Rassembler les Patriotes
Restaurer les Valeurs
Rebâtir l'État de droit
Relancer le Développement

111

Siège IF2012 : Sacré Coeur 3 n°95 Angle Boulangerie Jaune en face Terrain
Tél.: +221 33 867 38 38 - E-mail: ibrahimafall2012@ibrahimafall.com
www.ibrahimafall.com - facebook: www.facebook.com/ibrahimafall2012

Ce document constitue notre programme de gouvernement.

Il a été établi après avoir longuement écouté nos compatriotes, les forces vives de notre Nation afin de prendre en considération leurs aspirations et leur volonté de progrès. Il n'est pas définitif, il continuera à être enrichi par les contributions nombreuses que nous recevons quotidiennement et qui rassurent quant à l'engagement de tous nos compatriotes pour un Sénégal nouveau.

Que tous ceux qui y ont contribué en soient ici chaleureusement remerciés.

Ibrahima FALL

TAXAW TEMM

ibrahima fall

Né en 1942 à Tivaouane, après son baccalauréat au Lycée Faidherbe de Saint Louis en 1963, Ibrahima Fall poursuit ses études supérieures à Paris Sorbonne où il sort avec un diplôme de doctorat en droit public et des Sciences Politiques. Marqué par la volonté de découvrir les enjeux internationaux auxquels le monde devra faire face, il se spécialise dans les Relations Internationales à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris (Sciences Po Paris)

Après son agrégation en Droit Public et Sciences Politiques des Universités Françaises en 1974, il devient Maître de Conférence agrégé à l'Université Cheikh Anta Diop (UCAD) de Dakar avant de devenir Professeur agrégé titulaire dans les Fonctions administratives et gouvernementales de 1978 à 2007 de l'UCAD. Il sera ainsi le doyen de la faculté des Sciences Juridiques et Economiques de l'UCAD.
En 1983, il rentre dans le gouvernement de Abdou Diouf (mettre premier ministre à l'époque) en tant que Ministre de l'Enseignement Supérieur avant d'occuper le poste de Ministre des Affaires Etrangères entre 1984 et 1990. Cette fonction lui permettra de tisser et d'approfondir ses compétences au niveau International. En 1986, il est Coordonateur et porte parole de l'Afrique à la session spéciale de l'ONU consacrée à la situation économique critique de l'Afrique.
Son bilan positif et son expérience lui permettront d'occuper le poste de sous-secrétaire général aux Droits de l'Homme de l'ONU et Directeur Général Adjoint des Nations Unies à Genève entre 1992 et 1997. Il est également nommé Secrétaire général de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme à Vienne en 1993.
Outre-Atlantique en 1997, il est chargé des Affaires Politiques Africaines en tant que sous-secrétaire général aux Affaires Politiques de l'ONU pendant 5 ans.
A partir de 2002, il est le représentant spécial du secrétaire général de l'ONU (Koffi Annan) pour la région des Grands Lacs à Nairobi.
Au cœur des problématiques liées à la stabilité de l'Afrique, il préside la Commission de l'Union Africaine pour la Guinée entre 2008 et 2010. Il sera également le coordonnateur du projet de rapport du secrétaire général de l'ONU sur les causes des conflits et la promotion d'une paix et d'un développement durable en Afrique ainsi que le co-auteur de l'hymne de l'OUA. Il participe également à la rédaction du projet de charte africaine des droits de l'Homme et des peuples en tant que co-rédacteur.

Publications scientifiques Extraits

DROIT CONSTITUTIONNEL ET SCIENCES POLITIQUES

• La reforme constitutionnelle du 22 février 1970 au Sénégal
• Droit constitutionnel et authenticité :
Le serment du Président de la République
• Sous-développement et démocratie multipartisane : l'expérience du Sénégal
• Le rôle des partis politiques dans l'élaboration et la diffusion du droit en Afrique

DROIT INTERNATIONAL PUBLIC ET RELATIONS INTERNATIONALES

• Contribution a l'étude du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes en Afrique
• La reconnaissance de la Guinée Bissau et le droit international
• Des structures nationales de mise en œuvre du processus d'intégration en Afrique
• L'intégration en Afrique de l'Ouest – Défis et perspectives
• Des principes et modalités pratiques d'une mise en œuvre coordonnée de l'action des organisations internationales en matière de prévention des conflits
• Démocratie et développement dans la politique africaine de François Mitterrand

DISTINCTIONS ACADÉMIQUES HONORIFIQUES

• Docteur Honoris Causa de l'Université de Picardie (France)
• Docteur Honoris Causa de l'Université de Fort Hare (Afrique du Sud)
• Président honoraire de l'Académie internationale de droit constitutionnel

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE
2012

2012

PROGRAMME POLITIQUE

IBRAHIMA FALL

Ibrahima FALL 2012

Réhabiliter les valeurs cardinales

1 Consigner, dans une charte sociopolitique consensuelle, les principes fondamentaux de conduite individuelle et de vie collective

2 Renforcer la famille, l'école, les structures sociales, l'Etat et les dirigeants dans leur rôle de refondation des valeurs et de lutte contre les anti-valeurs

3 Promouvoir l'éducation à la citoyenneté républicaine

Instaurer un régime parlementaire respectueux de la séparation et de l'équilibre des pouvoirs politiques

4 Mettre en place un pouvoir exécutif avec un gouvernement aux effectifs et au train de vie réduits et responsable devant l'Assemblée Nationale

5 Réhabiliter le pouvoir législatif dans ses fonctions de législation, d'aiguillon et de contrôle de l'action du gouvernement et réduire le nombre de députés de 150 à 100

6 Mettre en place un pouvoir judiciaire indépendant, remplacer l'actuel Conseil Constitutionnel par une Cour Constitutionnelle indépendante, accessible et dotée de pouvoirs étendus

7 Promouvoir une culture d'évaluation des politiques publiques et de gestion transparente du patrimoine et des deniers de l'Etat

8 Obligation de déclaration de patrimoine à l'entrée et à l'expiration de toute fonction publique supérieure ou de gestion de deniers publics

9 Suppression du Sénat, de la Vice-Présidence et la plupart des agences

10 Garantir l'autonomie des corps et mécanismes de contrôle et d'inspection vis-à-vis du pouvoir exécutif et transmettre les rapports aux 3 pouvoirs (exécutif, législatif et judiciaire)

Garantir la transparence et le caractère consensuel du système électoral

11 Remplacer l'actuel Conseil Constitutionnel par une Cour Constitutionnelle indépendante, accessible et dotée de pouvoirs étendus

Mettre en place un système médiatique professionnel et démocratique

12 Instituer un Haut Conseil du Pluralisme Médiatique, élaborer une politique nationale de soutien aux medias y compris le financement de la presse, abrogation des lois liberticides

Défendre les droits et les libertés

13 Renforcer les sanctions pour les atteintes aux droits des enfants, des femmes et des minorités

14 Mise en place de politiques de discrimination positive pour les catégories sociales vulnérables (handicapés, enfants de la rue, personnes sans domicile fixe…)

Promouvoir la gouvernance locale

15 Appliquer une nouvelle politique d'aménagement du territoire par le remplacement des régions artificielles actuelles par un nombre plus restreint de régions, pôles de développement fondés sur des bases politiques, économiques, sociales et culturelles objectives et viables

16 Renforcer l'autonomie administrative et financière des collectivité locales décentralisées dans le cadre d'une gestion démocratique et transparente

17 Créer la Banque de Développement des Régions

Refaire de la Casamance une région pacifiée et prospère

18 Faire du règlement du conflit en Casamance une sur-priorité, avec le concours de toutes les parties prenantes

19 Lancer les Grands Travaux de la Casamance pour redynamiser les activités socio-économiques en vue de la consolidation de la paix et du développement

20 Renflouer l'épave du Joola et permettre le deuil des familles dans le respect de la mémoire des victimes

21 Situer les responsabilités dans le naufrage du Joola et veiller à ce que justice soit faite

Restaurer le prestige et l'influence de notre diplomatie

22 Réorienter, restructurer et réhabiliter la diplomatie en tant que levier de développement national, de l'intégration africaine, de la coopération internationale et pour la démocratisation de la gouvernance mondiale

23 Orienter les activités économiques vers les secteurs porteurs de croissance et de développement et amplifier le commerce intra-communataire africain

Faire de la diaspora une entité respectée et qui participe au développement de la Nation

24 Appliquer une nouvelle politique de flux migratoires, y compris

en matière de visas, d'assistance et de protection des Sénégalais expatriés

25 Assurer une représentation démocratique des expatriés sénégalais dans les institutions représentatives nationales et améliorer les relations entre les expatriés et le pays

26 Mettre en œuvre des politiques et mécanismes favorables au retour et à la réinsertion des expatriés et créer des conditions attractives pour favoriser les investissements des expatriés au Sénégal

27 Lever, en faveur des expatriés, des diplomates et des fonctionnaires internationaux qui rentrent à titre définitif, l'interdiction d'importation de véhicules de plus de 5 ans d'âge, à raison d'un véhicule par famille

Rendre notre armée plus performante

28 Réhabiliter le génie militaire, doter l'Armée et la Gendarmerie de moyens conséquents

29 Réhabiliter le concept d'Armée-Nation et renforcer le service civique national

2012

PROGRAMME ECONOMIQUE

IBRAHIMA FALL

2012

Améliorer la gestion des finances publiques et moderniser la fiscalité

30 Création d'une Haute Autorité de la Fiscalité et simplification des textes et procédures

31 Défiscalisation des salaires déclarés et inférieurs à 100.000 f.cfa dès 2012 et baisse substantielle de de la pression fiscale sur les salaires

32 Numérisation du cadastre et amélioration du rendement de l'impôt foncier

33 Réhabilitation de l'orthodoxie budgétaire et renforcement des contrôles

Faire de notre politique commerciale le socle du développement des PME

34 Mise en place de politiques plus restrictives en matière d'importations pour développer la production nationale, la protéger contre le dumping, la contrefaçon, la fraude afin de réduire notre dépendance vis-à-vis des importations et pour développer nos exportations

35 Développement des actions de contrôle des administrations techniques en les dotant des moyens nécessaires

Faire du secteur privé l'outil privilégié de création de richesses

36 Modifcation du Code des Marché Publics avec des éléments de discrimination positive en faveur des PME sénégalaises et lutte contre la malgouvernance et la corruption dans les marchés publics

37 Rationnalisation du dispositif d'appui au secteur privé par la réduction des structures, institutions, programmes, projets et restitution au secteur privé de la gestion dudit dispositif d'appui

Faire de l'oganisation du financement de la PME un des leviers du développement

38 Création d'une institution dotée de fonds concessionnels et gérée par des privés afin de financer la PME en offrant des services financiers et non financiers

39 Baisse des taux d'intérêt par l'appui aux institutions de microfinance pour la mobilisation de plus de ressources concessionnelles et recours aux techniques de financement avantageux utilisées par les banques et assurances islamiques (mudaraba, morabaha, sukuk...)

Réformer en profondeur l'agriculture

40 Revitalisation des vallées fossiles et construction du Canal du Cayor, protection de l'environnement et des ressources en eau

41 Mise en place d'un fonds national de soutien au monde rural en cas de catastrophe ou de calamités

42 Adopter et appliquer de manière consensuelle une nouvelle politique agricole fondée sur le partenariat avec

les organismes paysans représentatifs et ayant entre autres objectifs : l'autosuffisance et la sécurité alimentaire et fondées sur l'encadrement des paysans, la juste rémunération des efforts des producteurs, l'assainissement des circuits de distribution et de commercialisation, la fourniture à temps de semences et d'intrants de qualité

43 Développer l'agriculture écologique et son positionnement sur les marchés extérieurs

44 Développer une structure de formation dédiée aux métiers de l'élevage dans le Ferlo

45 Mise en place de mécanismes incitatifs en termes de stabulation, y compris la création de fermes privées et modernes alliant agriculture et élevage

46 Donner à l'élevage local la priorité absolue en ce qui concerne les sous-produits industriels

47 Articuler, autour des zones de production, des unités pour la transformation des produits de l'élevage afin d'assurer leur valorisation

Protéger nos richesses halieutiques et développer la pêche

48 Formuler et mettre en application une nouvelle politique de pêche fondée sur la sauvegarde et la préservation de la ressource, la transparence dans l'octroi de licences ainsi que sur l'appui et la protection des acteurs nationaux

49 Restaurer les écosystèmes dégradés, procéder à leur régénération par une politique de repeuplement et de repos biologique

50 Développer l'aquaculture dans les eaux fluviales et lacustres

51 Renforcer les infrastructures de base (quai de pêche, équipements de manutention et de transport vers les lieux de transformation ou de commercialisation)

Redresser notre industrie

52 Développer et appuyer l'émergence de pôles agro-industriels par une incitation massive à l'investissement privé et la mobilisation des Sénégalais, diaspora comprise

53 Favoriser la création de PME/PMI dans la fabrication d'appareils électro-ménagers, de produits de quincaillerie, de transformation de produits agricoles et de nouvelles technologies

Encourager l'artisanat

54 Renforcer les capacités des artisans afin d'accélérer leur formalisation ainsi que l'amélioration de leur offre globale par la mutualisation dans l'acquisition de biens et d'équipements

55 Encourager la création de galeries d'art afin de promouvoir les expositions et les exportations

Réorienter notre tourisme

56 Rendre la destination Sénégal plus compétitive en réduisant les taxes

prélevées sur les billets d'avion et en les ramenant à un niveau comparable à ceux des pays concurrents

57 Développer le tourisme de découverte avec la création de campements gérés par les populations locales et promouvoir le tourisme national

58 Renforcer la lutte contre le tourisme sexuel et la dépravation des mœurs

Appuyons la culture et le développement des industries culturelles

59 Réhabilitation de notre patrimoine historique et sauvegarde de notre patrimoine informationnel

60 Favoriser la création de bibliothèques et de médiathèques municipales en relation avec les collectivités locales

61 Créer autour des artistes nationaux des énévements culturels majeurs afin de repositionner le Sénégal sur la liste des grandes capitales culturelles mondiales

62 Rendre aux artistes la gestion des droits d'auteurs par la dissolution du BSDA et la création d'une société de gestion collective susceptible d'améliorer la collecte des droits, la transparence dans la gestion ainsi que la redistribution et de lutter contre la contrefaçon et la piraterie des oeuvres culturelles

Réhabiliter notre politique énergétique

63 Audit de la Sénélec et de tout le secteur énergétique

64 Réhabiliter et assurer le suivi du parc actuel de production

65 Recours aux énergies renouvelables dans toute l'administration

66 Construction de centrales solaires, éoliennes, marémotrices... avec système de complémentarité et de coopération entre la Sénélec et les producteurs privés nationaux

67 Défiscalisation tous les équipements nécessaires aux installations basées sur les énergies renouvelables et appliquer une politique d'efficacité énergétique dans toutes les nouvelles constructions

Modernisation du Sénégal grâce aux TIC

68 Redéfinir le rôle du régulateur (ARTP) qui doit être une structure autonome, transparente et orientéee vers la baisse du coût des transactions

69 Encourager la production de contenus éducatifs, culturels, économiques, médicaux le tout en valorisant les langues nationales

70 Faire des TIC le fer de lance dans la gouvernance notamment dans le rapprochement de l'Etat et du citoyen pour toutes les démarches (Etat-Civil, casier judiciaire, déclarations fiscales, foncier…)

71 Généraliser les connexions internet dans tous les espaces publics (ports, aéroports, gares, universités, lycées et collèges, écoles primaires, instituts de formation, hôpitaux,

centres de santé…) afin de créer les conditions d'un Sénégal Numérique

Relancer les programmes d'habitat social

72 Réorienter les missions et les activités de l'OHLM, de la SICAP et de la BHS vers la promotion prioritaire du logement social

73 Développer un programme de réaménagement des quartiers et d'assainissement des villes, lutter contre toutes les occupations illégales du domaine public et revoir toutes les affectations faites au cours des 15 dernières années

Mettre à niveau les infrastructutres de transport

74 Mettre en place un plan stratégique de réorganisation et de développement des infrastructures de transport avec prise en compte des conditions de confort et de sécurité des passagers

75 Réhabiliter le réseau ferroviaire et désenclaver des régions frontalières, développement de la mobilité Dakar-Banlieue, raccordement des principales viles du Sénégal, faire des ports du Sénégal des voies d'accès et de sortie vers la sous région et réhabiliter le transport fluvial et maritime

76 Repenser toute la politique aérienne nationale, encourager le regroupement des compagnies nationales, non viables, en une compagnie aérienne privée, conçue sur une base au moins régionale.

77 Audit des infrastructures dites de dernière génération

78 Rationnalisation du transport urbain et interurbain après concertation avec tous les acteurs, redéfinition du service public et des conditions minimales de sécurité et de confort

79 Réhabilitation des voies secondaires des villes par des travaux à haute intensité de main d'œuvre pour les jeunes à commencer par les routes de la banlieue de Dakar et des capitales régionales comme départementales

80 Mise en place d'un contrôle technique rigoureux et efficace des véhicules et développement d'une offre de véhicules low cost made in Senegal

Revoir, en profondeur et régulièrement, toute la politique de l'éducation

81 Reprendre les Etats Généraux de l'Education et de la formation et veiller à son actualisation régulière ainsi qu'à la mise en œuvre de toutes les recommandations

82 Rapprocher et éventuellement fusionner l'enseignement en français et en arabe en lieu et place de la séparation actuelle

2012

PROGRAMME SOCIAL

IBRAHIMA FALL

Assurer l'égalité des chances dès l'enseignement préscolaire

83 Accélération du processus de généralisation du préscolaire public et gratuit, en langues nationales et en français, sur toute l'étendue du territoire national

Faire de l'école primaire une voie du Savoir

84 Mettre en place les infrastructures nécessaires sur tout le territoire national afin de mettre fin au système des flux multiples et aux abris provisoires

85 Introduire l'enseignement des langues nationales en tenant compte des spécificités des terroirs

Repenser la gestion de la fonction publique

86 Revoir le mode de recrutement, la formation et les plans de carrière des enseignants, restaurer la discipline en mettant l'accent sur le civisme et redonner la priorité à l'enseignement public

87 Assurer une gestion démocratique, rationnelle et intégrée de la fonction publique

Valoriser l'enseignement technique

88 Réhabiliter l'enseignement technique et son ouverture aux filières porteuses (agriculture, élevage, TIC, environnement, énergies renouvelables…) en développant les filières scientifiques et techniques

89 Rapprochement de l'enseignement technique et de l'enseignement général en offrant des possibilités de passerelles entre les deux ordres

Former dans l'enseignement supérieur les cadres dont l'Etat, les collectivités locales et le secteur privé ont besoin

90 Révision de la politique de création d'institutions universitaires régionales et création de pôles régionaux d'excellence

91 Mettre un terme à la privatisation rampante de l'université et à son utilisation à des fins mercantiles

92 Décongestionner l'UCAD et assurer une meilleure répartition dans les autres pôles universitaires

Réhabiliter la recherche et le développement

93 Création d'un Centre National de la Recherche Scientifique et Technique définissant et coordonnant l'ensemble de la R & D en une entité unique, décisionnelle, budgétaire,planificatrice et définissant le statut de l'enseignant-chercheur

94 Spécialisation des régions universitaires en fonction des réalités régionales et agrégation des structures de recherche dans la mise en place de pôles de compétitivité

95 Appui de l'enseignement à distance grâce aux réseaux et aux Tics comme outils de désengorgement et de démultiplication du transfert de connaissances et du savoir

Faire de la santé une réelle priorité

96 Réconciliation de la médecine moderne et de la médecine traditionnelle en favorisant leur rapprochement

97 Mutualisation des programmes concernant les grandes endémies afin d'en assurer l'efficience

98 Doter toutes les structures publiques des moyens techniques requis et permettant un bon accueil des patients

99 Rendre effective la prise en charge médicale gratuite des personnes âgées de plus de 60 ans pour les affections et maladies liées au 3ème âge

100 Doter tous les hôpitaux régionaux de toutes les spécialités à raison de deux médecins spécialistes par une politique volontariste

101 Mise en place progressive d'une couverture médicale universelle

Mettre en place une vraie politique en faveur de la jeunesse et du sport

102 Construction de plateaux multifonctionnels (culture, loisirs et sport) dans chaque département dans les cinq prochaines années ainsi que d'une arène nationale de lutte

103 Rendre le stade Assane DIOUF à la jeunesse et aux sportifs en y édifiant le premier plateau multifonctionnel du Sénégal

104 Rationaliser et dépolitiser le disposif d'appui à l'emploi des jeunes

105 Déclarer le sport d'utilité publique et mettre en place des dispositifs incitatifs afin de permettre le financement accru du sport par les annonceurs

106 Lutter contre la violence dans les stades et le dopage dans le sport

Réformer le foncier pour faciliter l'accès de tous les Sénégalais à la propriété

107 Promouvoir une réforme foncière dans un souci d'utilisation rationnelle, juste, équitable et qui sauvegarde les intérêts des générations actuelles et futures ainsi que le respect du droit d'accès égal pour l'homme et la femme

108 Engager des actions de prévention et de réparation par rapport à l'accaparement actuel des terres

Renforcer la solidarité nationale

109 Elargissement obligatoire de la protection sociale à tout le secteur informel, les artistes, les personnes défavorisées, les journaliers, les intérimaires, des travailleurs sous CDD, les professions libérales…

110 Relèvement des retraites les plus faibles au niveau du SMIG mensuel et mise en place d'un programme d'amélioration des conditions de vie des personnes du 3ème âge

111 Mettre en œuvre une politique volontariste de réduction des prix des denrées de première nécessité appuyée par la combinaison d'une forte baisse des impôts et taxes actuellement prélevés, de l'octroi de subventions et l'exercice d'un contrôle strict par les pouvoirs publics du respect des nouveaux prix

Sacré Coeur 3 n°95 Angle Boulangerie Jaune en face Terrain - Tél.: +221 33 867 38 38
E-mail: ibrahimafall2012@ibrahimafall.com - www.ibrahimafall.com
facebook: www.facebook.com/ibrahimafall2012

TAXAW TEMM